LES FONDEMENTS D’UNE NOUVELLE RELATION TRANSATLANTIQUE

Hubert Vedrine

Les fondements d’une nouvelle relation transatlantique

Quels peuvent être les fondements d'une «nouvelle» relation transatlantique? D'abord il faut se garder de l'idée que cette relation est automatiquement étroite et harmonieuse. Pendant longtemps, on ne parlait pas spécialement de relation transatlantique. Les Etats Unis et l'Europe étaient cousins; des sortes de «cousins issus de germains», mais différents. Durant le XIXème siècle les relations ne furent pas très étroites. Fidèles au testament de Washington les Américains évitaient de se mêler des affaires européennes. La «Vieille Europe» et Amérique du Nord partageaient certes le sentiment d'appartenir au «monde civilisé», mais dans un éloignement relatif. Et cela n'empêcha pas des désaccords de surgir entre les Etats-Unis et les puissances coloniales européennes, à commencer avec l'Espagne pour des raisons de voisinage géographique sur le continent américain (Cuba) ou aux Philippines. Plus tard ce serait avec les empires allemands puis français et britannique. L'intervention des Etats-Unis en 1917, trois ans après le début de la première guerre mondiale, le rôle déterminant du président américain Wilson dans l'élaboration du traité de Versailles, et la création de la Société des Nations ne suffirent pas à structurer de façon stable la relation transatlantique dans les années 20, notamment en raison de la réaction isolationniste de l'opinion américaine après la guerre et du refus du Sénat de suivre Wilson sur le traité créant la SDN. La situation est radicalement différente avec la victoire des alliés dans la seconde guerre mondiale contre le nazisme et le Japon. A peine la seconde guerre mondiale finie, la menace soviétique plane sur l'Europe de l'ouest. L'engagement des Etats-Unis en Europe pour contrer cette menace est cette fois-ci massif, durable et organisé: engagement économique avec le plan Marshall et l'OCDE, stratégique et militaire avec le traité du 4 avril 1949 créant l'Alliance Atlantique après de rudes débats au Sénat américain, mise sur pied du commandement intégré à partir de 1952, en réaction à la guerre de Corée. A partir de là commence une longue période de quarante ans de guerre froide, jusqu'à l'effondrement de l'URSS, période pendant laquelle l'Europe de l'Ouest (sauf quelques pays neutres) et l'Amérique du Nord sont unifiées par la même menace soviétique, nucléaire et conventionnelle. Le traité d'Alliance incarne ce lien étroit: les Etats-Unis se sont engagés à défendre l'Europe de l'Ouest, vitale pour eux, par leur dissuasion nucléaire et leurs forces conventionnelles en Europe. On évoque les valeurs communes, la démocratie contre le totalitarisme et l'économie de marché, encore très réglementée contre l'économie planifiée. Le cinéma américain, les blue-jeans, le chewing-gum, le tabac américain, les vagues successives de musique venues des Etats-Unis commencent à répandre l'American way of life en Europe, ce qui ne va pas sans provoquer en réaction un certain anti-américanisme soit politique soit culturel que l'uRSS et ses alliés tentent d'exploiter. Des désaccords ou des inquiétudes stratégiques surgissent à propos de la stratégie nucléaire de riposte «graduée» de l'Alliance, des négociations avec l'URSS de limitation ou de réduction des armements, de son organisation politique et militaire. Dans ses mémoires, Kissinger parle de «malentendus transatlantiques» permanents. La force de dissuasion française est regardée avec suspicion à Washington. Le gaullisme qui refuse la stratégie de riposte graduée (qui rend la garantie américaine incertaine), et l'intégration automatique est traité comme une hérésie, et il faut attendre 1974 pour que la force nucléaire française sort reconnue par l'alliance comme accroissant sa capacité globale de dissuasion. Le déploiement des Pershing II face aux SS20 soviétiques divise en profondeur pendant des années, de 1979 à 1983 les opinions publiques ouest européennes et les gouvernements. La dissolution, en 1991, d'une URSS exsangue met fin au monde bipolaire et ouvre une ère nouvelle, celle du monde unipolaire global dans lequel certains croient voir une «Communauté internationale». Faut-il conserver l'OTAN, maintenant que la menace militaire qui en avait justifié la création n'existe plus? Roland Dumas, le ministre des affaires étrangères de François Mitterrand, est le seul à oser formuler publiquement la question. le président Bush et son secrétaire d'Etat, James Baker, balaie cette interrogation française faussement innocente. L'OTAN doit continuer, tranchent-ils, quitte à lui inventer de nouvelles tâches éloignées de sa mission originelle. Elle doit rester la concrétisation du lien Etats-Unis/Europe. Pour les Etats-Unis, c'est une question de contrôle et de leadership. Pour la quasi totalité des alliés européens, soutenus par les pays ex-communistes qui aspirent à être protégés par les Etats-Unis dans les structures «euro-atlantiques», (à l'époque pour eux l'OTAN passe avant l'Union européenne) c'est la garantie de la pérennité de l'engagement américain. La crainte de l'isolationnisme ou du désengagement américain brandie régulièrement quoique tout à fait impossible en réalité, inquiète assez cependant les alliés européens pour les rendre dociles. Au contraire c'est l'élargissement de l'OTAN et sa prolongation par divers partenariats (20 en Asie Centrale pour le partenariat pour la paix, 7 pour le dialogue méditerranéen) qui sont imposés par les Etats-Unis. Les présidents Bush (I) et Clinton ont atteint leur objectif. Au moment du Traité de Maastricht en 1992 des espoirs naissent dans quelques pays d'Europe d'une politique étrangère et de sécurité commune, mais sa relation avec l'OTAN reste problématique car le Pentagone veille au grain. Quand à la fin des années 90, les ministres du groupe de contact sur le Kosovo, ayant épuisé les moyens diplomatiques, doivent se résoudre à employer la force, ils n'ont pas trop de mal à se mettre d'accord pour demander à l'OTAN d'intervenir au Kosovo approuvés en cela par les membres de l'UE et de l'OTAN. Il n'y pas d'autre moyen d'agir. Certains voient alors dans cette intervention un précédent et se réjouissent que «l'OTAN» ait décidé d'intervenir. Pour d'autres, comme la France qui a co-décidée de recourir à l'OTAN, ce qui est différent, c'est une exception. Il y a en effet deux résolutions du Conseil de sécurité au titre du chapitre VII mais qui n'ordonnaient pas le recours à la force quelques années. Plus tard, l'administration Bush démoralise ses Alliés en ne répondant même pas à leurs offres de service alors qu'ils se disent prêts au lendemain du 11 septembre, à agir solidairement sur la base de l'article 5 du Traité. Elle les afflige aussi avec la théorie rumsfeldienne selon laquelle c'est «la mission qui détermine la coalition», ce qui est la négation d'une alliance permanente. En même temps, l'administration Bush trouve commode de se servir de l'OTAN, par exemple en Afghanistan, pour des missions plus que problématiques qui mêlent sécurité, chasse aux talibans et nation-building. L'Alliance atlantique est-elle encore une alliance défensive géographiquement définie ou une force militaire occidentale projetable tous azimuts? C'est une grande question mais qui n'apparaît pas brusquement. Après la guerre, lorsqu'ils possédaient encore des empires coloniaux ce sont les européens – notamment la France engluée au Vietnam – qui plaidaient pour que l'Alliance ne se limite pas à l'Atlantique Nord. A partir de la V° République française au contraire ce sont les français qui refusent que l'Alliance agisse «hors zone», c'est-à-dire en dehors de l'Atlantique Nord, comme les américains commencent d'être tentés de le faire, du fait de la guerre froide. Ce désaccord devait durer des décennies. En 1983, au sommet des Sept de Williamsburg, le Président Mitterrand s'oppose, à la grande fureur du président Reagan, à une quasi-extension au Japon, en plus improvisées, des garanties de l'OTAN. L'Alliance globale dont les Etats-Unis reparlent maintenant, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, existe dans leur esprit depuis longtemps. Elle recouvre à peu près la liste des bénéficiaires du prétendu «bouclier spatial» proposé dans le cadre de la Stratégic Défence Initiative en 1983 (ou encore celle du système échelon): OTAN, plus Japon, Australie, Nouvelle Zélande, Corée du Sud, Suède, Finlande, Israël... En Lettonie, le 29 novembre 2006 le Président Chirac a rappelé la position française: l'OTAN n'est pas une alliance globale, et doit rester «une structure militaire de défense entre l'Amérique du Nord et l'Europe». * Quelle sera la relation transatlantique à l'avenir? Première hypothèse, les liens continuent de se distendre. L'incompréhension européenne envers la politique étrangère américaine, la guerre en Irak et ses suites, le recours à la force, la peine de mort, les armes à feu, l'inégalité sociale acceptée s'accroît, ainsi que l'allergie à l'hégémonie et à l'irresponsabilité écologique des Etats-Unis. De leur côté les Américains continuent de trouver l'Europe peu courageuse, geignarde, compliquée et en déclin. La cohabitation Bush/démocrates et même l'arrivée d'un nouveau président à la Maison Blanche en janvier 2009, n'entraînaient pas de changements suffisants pour inverser cette tendance. Les désaccords se développent, les malentendus s'installent. Les rappels à l'ordre des anciens gauchistes européens, devenus atlantistes et néo-conservateurs, contre l'»anti-américanisme» se révèlent impuissants. Les Etats-Unis et les Européens sont parfois d'accord, parfois pas. Mais globalement ils affrontent les problèmes du monde en ordre dispersé. Il y a deux sous-variantes selon que les Européens sont d'accord entre eux ou non. Il est vraisemblable qu'ils ne le sont pas, qu'un tiers des Etats-membres approuve automatiquement les Etats-Unis, qu'un autre tiers s'en méfie et qu'un dernier tiers hésite. On a donc dans ce cas une division des Européens au sein de la division de l'Occident. Le jeu multipolaire mondial se développe et en particulier l'Europe y pèse de tout son poids. Deuxième hypothèse, l'unité de l'Occident se renforce. Mais cette hypothèse peut revêtir deux formes tout à fait opposées: celle de l'Occident assiégé et agressif, et celle de l'Occident force tranquille et constructive. L'Occident assiégé est celui qui se sent engagé, en dépit de ses vertueuses dénégations, dans une guerre des civilisations. Dans l'immédiat avec l'Islam, à terme avec la Chine. Les occidentaux sont rapprochés par la menace terroriste et deviennent toujours plus sécuritaires, prosélytes et interventionnistes. Les Etats-Unis finissent tôt ou tard par faire prévaloir leur conception d'une alliance globale élargie aux autres pays «occidentaux» ou pro-occidentaux, communauté armée des démocraties, qui s'occupent de tout. «L'OTAN, écrit Victoria Nuland, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OTAN, doit être le lieu où nous débattons de tous les problèmes qui touchent notre sécurité future – Proche Orient, Irak, Corée du Nord, Chine, Iran, pour n'en citer que quelques uns». Et encore: «l'OTAN doit être aussi réactive que possible quand survient une catastrophe humanitaire». D'ailleurs selon «le Transatlantic trends» 2006, 56% des Américains et des Européens estiment que les valeurs de l'Islam et les valeurs de la démocratie ne sont pas compatibles. On parle de combat pour la civilisation contre la barbarie, de nécessaire ingérence démocratique. Le bras de fer Islam/Occident s'intensifie tandis que la Chine croît. On crée l'OTAN de l'énergie. Les velléités européennes d'autonomie sont muselées compte tenu de la nécessité d'un commandement unifié dans cette guerre. Ce scénario désastreux de bloc occidental n'est pas complètement exclu. Cependant une partie des Américains et des Européens le combattraient avec acharnement. La cohésion de l'Occident peut aussi prendre une forme presqu'opposée, celle ou l'Occident se libère, quoiqu'espèrent les terroristes, de sa tendance manichéiste et de son «Ubris», se rassemble autour d'une vision où il défend fermement ses intérêts et garantit sa sécurité, mais s'emploie en même temps activement à déminer et à résoudre par une approche partenariale les problèmes du monde. C'est possible si les Européens arrivent à adopter une position homogène et se préparent pour les rendez vous avec le nouveau président américain en 2009, ce qui donnerait du sens aux rituels sommets Etats-Unis-Union Européenne. Pour cela, les Européens devraient-ils s'accorder au préalable: 1- sur l'équilibre souhaitable au sein de l'économie de marché et de libre échange entre protection, liberté et créativité; 2- en ce qui concerne l'Union européenne sur ses limites géographiques, sur son organisation politique et sur un projet d'Europe puissance raisonnable; 3- sur un partenariat Occident/monde arabe, pour la modernisation du monde arabe (avec bien sûr la coexistence de deux Etats, israélien et palestinien); 4- sur un programme mondial pour enrayer la catastrophe écologique (climat, produits chimiques, pénuries); 5- sur une réforme réaliste des institutions multilatérales; 6- Sur une relation réaliste de longue Europe-Russie et Europe-Asie. Dans ce schéma, l'OTAN reste concentrée sur ses tâches militaires défensives. La défense européenne se développe en exploitant toutes les potentialités du compromis franco-britannique de Saint-Malo en 1998. Certains de ces objectifs paraissent pour le moment hors de portée, d'autres sont atteignables. Bien sûr ces hypothèses sont schématisées pour susciter la réflexion. Vraisemblablement la réalité en combinera plusieurs. Il peut y avoir des multitudes de situations intermédiaires, notamment dans le degré de cohésion des Européens, selon les sujets. Toujours est-il que contrairement à ce qu'il a cru, après la chute du mur, l'Occident a perdu le monopole de la conduite des affaires du monde, qui ne sera pas avant longtemps une sympathique «Communauté internationale». Il va devoir négocier et passer des compromis comme dans l'OMC. Mais il a toujours, et conservera très longtemps, une colossale influence sur le monde surtout s'il l'emploie intelligemment, en comprenant mieux les cultures qui lui sont extérieures. Face aux résistances qu'ils rencontrent, et aux défis qui leur sont adressés les Occidentaux ont le choix entre un affrontement sans fin avec le reste du monde et la construction en commun d'un monde de partenaires. Les conséquences de ce choix sont immenses. Il serait temps que les Européens réalisent que cela dépend autant d'eux que des Américains.

Source:Https://Www.hubertvedrine.net
Homepage > Publications > Les fondements d'une nouvelle relation transatlantique

10/01/2007